

d'autres projets sont réalisés. On recherche continuellement des arrangements qui nous permettront d'atteindre l'objet de l'accord. Si le secteur privé et les gouvernements, tant au Canada qu'en Europe, peuvent trouver un moyen de coordonner leurs efforts, je crois que nous pourrions réussir. Cela ne veut pas dire que les résultats seront immédiats ou, au départ, très importants. Après tout, on ne peut ignorer le facteur géographique, et les progrès réalisés dans l'application de cette entente dépendront des décisions politiques de la Communauté européenne et de notre propre gouvernement; ces décisions ne pourront évoluer plus vite que les résolutions importantes prises à l'échelle nationale. Ce n'est donc pas l'accord ou la façon de l'appliquer qui pose un problème, mais bien la structure, le développement et le fonctionnement mêmes du Canada et de la Communauté. Cependant, même dans cette vaste perspective, l'accord, et ce que nous pouvons faire pour atteindre ses objectifs, représentent un élément positif de valeur.